



N° 252 Mai 2010

VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

ROBERT PANDRAUD, UNE CARRIÈRE AU SERVICE DE L'ETAT ET DE L'ORDRE

Raoul Béteille, ancien député de la Seine-Saint-Denis, président du comité d'honneur du Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.), Christian Labrousse, président du M.I.L. et le bureau national font part de leur émotion et de leur tristesse à l'annonce du décès de Robert Pandraud.

Né le 16 octobre 1928 au Puy (Haute-Loire), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Robert Pandraud, fils d'instituteur et étudiant boursier, est affecté au ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA (promotion "Paul Cambon") en 1953. Il choisit la préfectorale, et sera notamment secrétaire général des Hauts-de-Seine (1967-1968). Revenu au ministère de l'Intérieur, cet homme d'ordre qui goûte le pouvoir plus pour sa puissance que pour les honneurs, occupe durant plus de dix ans des postes sensibles : directeur central de la sécurité publique, puis directeur du service actif de la police nationale (1970-1973), directeur du personnel et du matériel de la police (1973). En 1974, il devient directeur-adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski (1974-1975), avant de se voir confier la direction générale de la Police nationale (1975-1978). Robert Pandraud est ensuite directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur jusqu'en juillet 1981, date à laquelle il est nommé inspecteur général de l'administration du ministère de l'Intérieur. Relégué, Robert Pandraud se tourne vers la politique et rejoint Jacques Chirac à la mairie de Paris en mars 1982, comme directeur général des services administratifs du département de Paris, puis comme directeur de cabinet du maire. Devenu ministre de la Sécurité, Robert Pandraud doit affronter en 1986, avec son ministre de tutelle Charles Pasqua, la vague d'attentats commis à Paris, ainsi

que les grandes manifestations lycéennes et étudiantes marquées par la mort du jeune Malik Oussekin. Il aura alors cette phrase: «Si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con la nuit». Il devient inspecteur général de l'administration honoraire en 1988.

Ancien député (RPR puis UMP) de Seine-Saint-Denis (1986-2007), et ancien conseiller régional (RPR) d'Ile-de-France (1992-1998), Robert Pandraud, membre du bureau politique de l'UMP depuis 2004, présidait depuis 2005 la commission d'organisation et de contrôle des opérations électorales du parti présidentiel.

Gaulliste sincère, militant engagé, Robert Pandraud était membre du comité d'honneur du Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.), nous avons mené de nombreux combats ensemble. Le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.) perd l'un des siens et la France perd un grand serviteur.

Communiqué de presse du 18 février 2010



HOMMAGE À ROBERT PANDRAUD : ILS ONT DIT...

- Le Président de la République Nicolas Sarkozy a appris avec beaucoup de tristesse et d'émotion le décès de Robert Pandraud.

Il salue la mémoire de cet homme qui fut un très grand serviteur de l'Etat et de la cause de la sécurité des Français, homme d'autorité mais aussi de dialogue et de conciliation.

Haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, il en avait gravi tous les échelons et s'y était vu confier les plus lourdes responsabilités, notamment celle de Directeur général de la Police nationale.

Aux côtés de Charles Pasqua comme Ministre délégué à la sécurité lorsque la France fut frappée par une terrible vague d'attentats terroristes, il sut par son action ferme et déterminée, y mettre un terme et rétablir la sécurité sur notre territoire.

Engagé en politique, il fut élu à de nombreuses reprises député de la Seine-Saint-Denis. Ses électeurs purent découvrir et s'attacher aux autres aspects de la personnalité de cet homme chaleureux, tolérant et profondément conciliateur.

A son épouse et à ses enfants le Président de la République présente ses très sincères condoléances.



- C'est avec une très grande tristesse que le Président Jacques Chirac a appris le décès de Robert Pandraud qui fut un de ses proches collaborateurs et auquel l'unissait des liens d'amitié

très anciens. Haut fonctionnaire, député de Seine Saint Denis, Ministre, Conseiller régional, Robert Pandraud était une figure de la vie politique et du mouvement gaulliste. Grand serviteur de l'Etat, il fut toute sa vie engagé passionnément au service de l'intérêt général et de ses convictions. Jacques et Bernadette Chirac adressent à sa femme, à ses trois fils, et à tous ses proches, ses plus sincères condoléances.

- C'est avec émotion que le Premier ministre, François Fillon, a appris le décès ce matin de Robert Pandraud. Ce républicain exigeant était un compagnon solide, loyal et généreux. Préfet, ministre, député, ce spécialiste des questions de sécurité était une personnalité respectée des policiers. Celui que ses amis surnommaient affectueusement "Bob" donna toute la mesure de son expérience comme ministre délégué, chargé de la sécurité. Entre 1986 et 1988, il contribua à remobiliser les forces de police et à rassurer les

Français sur la détermination du gouvernement à lutter sans faiblesse contre la délinquance. Pour lui, la sécurité était la première des libertés ; l'ordre public n'était pas, à ses yeux, dissociable de la fraternité.

Au sein du Rassemblement pour la République et de l'UMP, Robert Pandraud incarnait une certaine idée de l'autorité républicaine. Son intégrité et sa fermeté suscitaient l'estime de tous. Derrière l'apparence de la rudesse, Robert Pandraud était un homme de cœur qui avait conservé l'accent de sa région natale, la Haute-Loire.

Le Premier ministre présente à sa famille ses sincères condoléances. Il rend hommage à ce grand serviteur de l'Etat et de la France.

- «Avec Pandraud nous avons noué des liens de grande amitié et de grande confiance. Quand nous avons été ensemble au gouvernement, nous avons dû faire face à un certain nombre de difficultés, de drames. Pandraud s'était révélé pour ce qu'il était, c'est-à-dire un grand serviteur de l'Etat, patriote convaincu. Lorsque nous avons pris une décision, quelles que soient les conséquences éventuelles, nous nous y tenions. Les militants nous avaient baptisés Starsky et Hutch.» Charles Pasqua

- «Conseiller régional d'Ile-de-France jusqu'en 1998, député de Seine-Saint-Denis jusqu'en 2007, Robert Pandraud était un élu d'une vivacité forte et

d'un caractère d'acier. (...) pendant plusieurs décennies, Robert Pandraud aura servi la France avec honneur, rigueur et sens de l'Etat.» Brice Hortefeux

- «Robert Pandraud a toujours eu à cœur l'intérêt de ses concitoyens et le sens du devoir. Pour lui, la défense et la garantie de la sécurité étaient primordiales. (...) Il aura fidèlement servi ses idées et sa famille politique, pour laquelle il aura eu à cœur de travailler jusqu'à ses derniers jours. (...) La France perd un grand serviteur de l'Etat, un homme remarquable, de convictions et de courage.» Xavier Bertrand

IMMIGRATION & ASSIMILATION

par Robert PANDRAUD, Député de la Seine-Saint-Denis, Ancien Ministre

Extraits d'une allocution prononcée le 4 novembre 1995 et publiée dans Vigilance & Action n°91 de décembre 1995.

(...) Mon propos est de développer avec vous les raisons de la situation explosive que nous connaissons actuellement dans nos banlieues, en particulier la politique folle d'immigration menée par les socialistes pendant quatorze ans, le laxisme durant la même période vis-à-vis de l'immigration clandestine - n'oublions pas le train de régularisations en 1981 - et, enfin, les contresens commis par M. MITTERRAND sur l'intégration des étrangers en France. Pour lui, en effet, la France a su parfaitement intégrer, au cours des siècles, des populations allogènes, dont l'apport culturel a profité à l'éducation de la nation française.

Il en concluait que l'immigration que nous connaissons depuis la fin de la guerre, mais surtout depuis vingt ans - les mêmes causes produisant les mêmes effets - était un atout pour la France, et que, si les résultats visibles aujourd'hui ne correspondaient pas à ce que nous en attendions, il fallait en chercher la cause dans la crise économique qui produit du chômage, tout particulièrement dans les banlieues; en fait, c'est nous qui serions les responsables de la présente situation explosive.

Comme vous êtes tous dotés d'un vif esprit critique, rétifs à toute forme de désinformation, je vais essayer de réfléchir avec vous et de démontrer un raisonnement dont je puis déjà vous dire qu'il m'apparaît comme un pur mensonge.

Vous le savez, je suis député d'un départe-



ment, la Seine Saint-Denis, qui connaît à la fois le plus haut taux de chômage de France, la plus grande proportion d'immigrés du Maghreb et d'Afrique noire, et, probablement, un des premiers, hélas, pour ce qui concerne la Délinquance.

Vous savez aussi que j'ai été entre 1986 et 1988, le Ministre de la sécurité de Jacques CHIRAC et que je n'ai pas la réputation d'être complètement ignare concernant l'analyse des causes de la délinquance, et la justification de la répression de ladite délinquance. Mais, afin de développer une analyse sérieuse de l'échec de l'intégration, je vais d'abord énumérer quelques faits, quelques informa-

tions, que vous avez pu, comme moi, relever dans la presse quotidienne.

Chaque lundi, je lis les journaux et, notam-



ment, le Parisien, dans lequel je peux constater que, durant le week-end, 10, 20, 30, 100 voitures ont été incendiées par des jeunes, comme l'on dit. Dans un autre journal, j'ai lu qu'à Strasbourg, depuis le début de l'année, 290 voitures avaient été ainsi incendiées.

Quand on sait, dans la période actuelle, quels sacrifices représente l'achat d'un véhicule pour un salarié, on imagine aisément l'humeur des propriétaires et l'affection qu'ils peuvent porter aux auteurs de ces méfaits, tout particulièrement quand ils se rendent compte que les BMW des petits dealers, bien visibles dans les cités, échappent, comme par hasard, à cet autodafé.

Pauvres gamins, n'est-ce pas, désœuvrés, sans travail, qui n'ont que ce dévouement, somme toute bien bénin, pour occuper leur samedi et leur dimanche. Il est vrai que, s'ils ont mis le feu précédemment au gymnase, razié la salle de jeux, et brisé à coups de barre de fer les vitrines et les cabines téléphoniques, il ne reste plus beaucoup d'équipements pour meubler leurs loisirs. Comme ils ont la « haine » des policiers, ceux-ci n'ont pas le droit d'intervenir, ce qui serait une provocation éhontée, justiciable de quelques représailles mortelles bien ciblés.

Une haine bien normale, disent les bonnes âmes. Rendez-vous compte, dit un certain Mansour, responsable des aumôniers musulmans: «80 % des détenus de Lyon sont maghrébins».

Et alors, direz-vous, que faudrait-il faire ? Effectuer une rafle dans la France profonde pour augmenter les quotas de Français de souche dans les prisons ? Quand on sait que, faute de place dans les établissements pénitentiaires, un grand nombre de délinquants beurs, africains ou maghrébins, pris en flagrant délit, sont aussitôt relâchés, on ne peut qu'être scandalisés par de telles élucubra-

tions. Il n'y a tout de même pas 80% d'erreurs judiciaires.

Une haine aussi qui pousse des groupes de chanteurs «Rap» à déclamer chaque jour, dans les radios, qu'il faut, je cite, « sacrifier les poulets ». Belle volonté d'intégration, en effet ! Mais, n'est-ce pas, le chômage les touche durement, plus que les autres français ? Je veux bien et j'en expliquerai tout à l'heure les raisons, mais il ne faut tout de même pas passer sous silence l'économie parallèle et à moitié souterraine, de la drogue. Pourquoi gagner un SMIC honnêtement, quand on peut se payer une BMW en participant à un réseau de dealers ? Combien d'immigrés ou de naturalisés émargent à ce marché ? Ce serait une statistique bien intéressante à connaître.



Et puis, information encore plus intéressante, il y a eu l'interview effectuée, il y a trois ans, par un sociologue allemand, du dénommé Kelkal. Ses confidences sont tout à fait instructives et montrent une volonté bien accrochée de ne pas s'intégrer. «Je ne suis ni arabe, ni français, dit-il, je suis musulman». Son rêve : retourner chez lui, en Algérie. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas sa place en France. Pourtant, ce garçon, intellectuellement assez doué, était premier de sa classe, au collège. Pour lui, la religion chrétienne, c'est une fausse religion: «Je ne veux pas élever mes enfants comme je vois que les gens le font. C'est impossible. Nos parents nous ont donné une éducation, mais, en parallèle, les Français nous ont donné une autre éducation, leur éducation. Il n'y a pas de cohérence».

On ne pourrait mieux définir le refus d'intégration, qui vient du plus profond de lui-même et de ses convictions d'islamiste déjà alors manipulé.

Quand nos bons humanistes multiculturels nous assurent que ce garçon représente une chance pour la France, un apport à sa culture, Kelkal répond : «L'intégration, c'est impossible ; oublier ma culture, manger du porc, je ne peux pas».

Il est dommage aussi bien pour lui que pour les victimes du terrorisme que Kelkal n'ait pas suivi

jusqu'au bout son raisonnement : retourner en Algérie. Mais son refus de s'intégrer l'a conduit à une haine mortelle de l'occidental et à être manipulé par les ennemis de la France.

Toutefois, dans cette dérive, Kelkal n'est pas le seul responsable: ses complices sont les esprits faux qui nous proposent une France multiculturelle.

Je voudrais aller un peu plus loin avec vous dans la description des dommages causés par ce concept irréaliste et néfaste.

Pour simplifier, je dirais qu'il y a en France deux attitudes, deux politiques, à l'égard des immigrés.

L'une, très difficile - j'expliquerai pourquoi tout à l'heure c'est l'assimilation. La France accepte sur son sol ceux qui ont la volonté de devenir Français, dans leur cœur, dans leur esprit, dans leur langue, dans leur citoyenneté. Des patriotes français pour tout dire !

L'autre, c'est le multiculturalisme. Chacun peut vivre selon sa culture d'origine, avec ses antipathies pour le mode de vie français, refuser de pratiquer correctement la langue française, mépriser la religion majoritaire, refuser les lois de la République, revendiquer la double nationalité. Elle aboutit inéluctablement à l'échec, à l'intifadah dont on voit les prémices en Seine-Saint-Denis ou ailleurs, avec, pourquoi pas, un jour prochain, un «maghrebistan» sur le territoire français.

Ma conviction, c'est que le multiculturalisme est le principal obstacle à l'intégration, quoiqu'en dise l'intelligentsia gauchiste. J'ai parlé tout à l'heure du chômage qui frappe, en effet, durement les immigrés ou les Français de fraîche date. Que fait un jeune Beur ou un jeune Africain, désireux de travailler, pour obtenir un emploi ? La première chose est de téléphoner pour répondre à une petite annonce d'offre d'emploi. C'est évident que s'il s'adresse au responsable des relations humaines de l'employeur, en parlant le verlan, ou avec un accent prononcé et le rythme chaloupé des rappers, il a toute chance d'être évincé. Le meilleur moyen de trouver un emploi et donc de s'intégrer est avant tout de parler correctement la langue du pays où on veut travailler.

Or, les beaux esprits en France font tout pour persuader les jeunes issus de l'immigration que la langue française ne vaut pas leur «parler banlieue». Le Monde titrait récemment «Les jeunes des

cités ont inventé leur propre langage». Inventé par une population déconnectée de l'univers des classes moyennes, le parler banlieue influence l'ensemble des adolescents». Bonne chance, les gamins ! On sent tout le mépris que recouvre l'expression univers des classes moyennes : merci pour eux !

Le Français standard qui leur permettrait pourtant de s'insérer dans la vie sociale, ça les fait hurler de rire, remarque l'auteur de l'article. Eh bien,



je crois qu'avec de tels raisonnements, on va au désastre.

Au lieu d'enseigner progressivement un modèle d'intégration, dès l'école primaire, avec l'apprentissage, même sévère, comme jadis, de la lecture et de l'orthographe, on a créé un contre-modèle, basé sur le concept multiculturel, copié sur les ghettos noirs des États-Unis.

Il y a cinq ou six ans, des séances gratuites étaient organisées dans les cinémas pour permettre aux jeunes des banlieues de voir le film «Malcolm X» de Spike Lee, dans lequel l'auteur vantait la guérilla des musulmans noirs contre les policiers qualifiés de «porcs», le tout agrémenté de racisme anti-blanc, anti-coréen, anti juif, etc...

On a refait la même erreur en médiatisant à l'excès le film «La haine» de Kassowitz, primé au festival de Cannes par des intellectuels irresponsables, et qui propose exactement le contre-modèle de l'intégration.

Kelkal, dans ses confidences au sociologue allemand, annonçait «en France, ça va devenir comme aux États-Unis». Il disait cela après les émeutes de Los Angeles.

Aujourd'hui, on y est. L'intifadah commence. L'auteur d'un disque inspiré du film La haine annonce «la relève des idées d'Action Directe peut se faire à partir des banlieues».

(...) Il faut cesser immédiatement de promouvoir ce contre-modèle et tenter - ce qui sera de toute façon très difficile - de redresser la situation et de sauver ce qui peut l'être. Car l'assimilation de ces flots de nouveaux Français, contrairement à ce que

disaient, avec une mauvaise foi éhontée, MM. Mitterrand et consorts, est une tâche loin d'être évi-

dente. (...) Depuis la dernière guerre, l'immigration a changé complètement de nature, modifiant par là-même, à la fois l'attitude des Français de souche et l'impact des immigrés sur la société française. Les immigrés venant d'autres continents apportaient, avec eux, leur propre culture, leurs propres comportements. Dès lors, le problème qui s'est posé a été celui de leur intégration, de leur assimilation, de leur engagement à devenir réellement Français avec les mêmes droits, mais aussi avec les mêmes devoirs. Les chiffres officiels sont trompeurs. Depuis 1980, on annonce régulièrement que la population étrangère sur le sol français reste remarquablement stable, autour de quatre millions d'individus.

C'est jouer sur les mots. Chaque année quelque 100.000 étrangers deviennent Français et sont remplacés par un nombre équivalent de nouveaux immigrés, mais s'ils disparaissent des statistiques des étrangers, les naturalisés restent perçus comme étrangers par les Français de souche, et surtout, pour beaucoup d'entre eux, ils se perçoivent eux-mêmes comme algériens, marocains, africains.

En cinquante ans, on a bouleversé la composition du peuple français. Le journal Le Monde, peu suspect de fournir des arguments aux adversaires de l'immigration, reconnaissait récemment l'apport de l'immigration à la démographie française en établissant que près d'un Français sur cinq possède au moins un parent ou un grand parent immigré. Plus de 10 millions de personnes doivent aujourd'hui leur présence en France, à l'immigration.

Dire qu'intégrer 20 % de la population ne présente pas plus de problèmes que l'intégration pendant des siècles d'un nombre infime d'individus ne dépassant pas 1 % du vieux socle de population franco-gauloise est donc un mensonge éhonté. Et, comme toute tromperie cynique, cela provoque des phénomènes de rejet et de racisme chez les uns, des réflexes de frustration et de haine chez les autres.

(...) C'est donc une situation extrêmement grave que le Gouvernement a à gérer. Il existe des solutions qui ont toutes pour préalable de dire enfin la vérité.

THÈMES D'INTERVENTIONS DE ROBERT PANDRAUD AUX CONVENTIONS NATIONALES DU MIL

Pour une diminution des dépenses publiques (X^{ème} CN en 2000)
Pour l'Europe unie des Etats (IX^{ème} CN en 1999)
Identité nationale et immigration (VIII^{ème} CN en 1998)
Dieu est encore Français (VII^{ème} CN en 1997)
Immigration et assimilation (VI^{ème} CN en 1996)
Les perversions du système européen (V^{ème} CN en 1995)
Menaces contre l'Etat (IV^{ème} CN en 1994)
Les risques de la cohabitation (III^{ème} CN en 1993)
Contre le noyautage socialiste, restaurer l'autorité de l'Etat (II^{ème} CN en 1992)
Les défaillances de l'Etat face aux agressions directes ou indirectes : délinquance, terrorisme et subversion (I^{ère} CN en 1990)

DIEU EST TOUJOURS FRANÇAIS

par Robert PANDRAUD, Député de la Seine-Saint-Denis, Ancien Ministre
Extraits de l'allocution prononcée lors de la VII^{ème} Convention nationale du MIL et publiée dans vigilance & action n°104 de mars 1997

(...) Je voudrais maintenant m'adresser à vous, chers amis, responsables du MIL, et à travers vous à tous les militants du MIL.

Vous n'allez tout de même pas rester assis comme des bûches à attendre que ça passe !
Vous n'allez tout de même pas vous associer à la cohorte résignée des « pleureuses » !
Vous n'allez tout de même pas distiller autour de vous les petits échos venimeux que vous aurez lus dans le Canard enchaîné ou ailleurs !
Ce n'est pas dans votre nature ! Ce n'est pas pour cela que vous militez au MIL.

Le président et son gouvernement ont besoin de vous.
Vous avez compris mon message : ce n'est pas vrai, tout ne vas pas si mal que ça en France.

Dès demain, chers amis du MIL, il faut se remettre au travail pour la France ! Faites passer ce message autour de vous. Montrez votre confiance et l'on vous suivra.

J'ai confiance dans votre action pour la France. (...)

Communiqué de presse du 24 mars 2010 :

APRÈS LA DÉFAITE DE LA DROITE, REMOBILISER L'ÉLECTORAT PAR L'ACTION DES MILITANTS

Le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.) se félicite de la mise au point apportée par le président de la République Nicolas Sarkozy à l'issue du conseil des ministres.

Le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.) considère que la défaite de la majorité présidentielle aux élections régionales est certes due à de multiples causes, mais en particulier à la démobilisation des électeurs et des militants de droite, qui ne retrouvaient plus dans l'action du pouvoir exécutif la ligne nette sur laquelle il avait été élu. Les précisions apportées par Nicolas Sarkozy leur apportent un certain nombre d'assurances qui sont les bienvenues.

Pourtant, au stade où nous en sommes, les paroles, même excellentes, ne suffisent plus. Il faut restaurer la confiance par des actes nets et suivis et aussi remettre en marche la mobilisation indispensable. Pour cela, une force existe, qui a trop été négligée depuis quelque temps, mais qui se révèle irremplaçable, c'est celle des militants. On leur a trop souvent préféré ces gourous au rabais (en valeur réelle, mais non en coût financier) que sont les communicants. Les résultats parlent d'eux-mêmes.

Les militants sont toujours disponibles, mais ils sont au bord du découragement, et il serait catastrophique de les décevoir une fois de plus. Si l'on veut que les paroles ne restent pas lettre morte et qu'elles entraînent l'adhésion active des citoyens, il est grand temps de faire appel au moteur du militantisme.

Communiqué de presse du 8 avril 2010 :

UNE DÉLÉGATION DU M.I.L. A LA MESSE EN SOUVENIR DE JACQUES FOCCART

Il y aura treize ans, le 19 mars, que Jacques Foccart nous a quittés.

Pour commémorer cet anniversaire, l'association des « Amis de Jacques Foccart » a organisé ce matin une messe en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire en présence de plus de cinquante participants dont de nombreuses personnalités, une délégation du M.I.L. était présente.

Une délégation s'est ensuite rendue au cimetière de Luzarches (Val-d'Oise) pour fleurir la tombe de Jacques et Isa Foccart.

Communiqué de presse du 25 mars 2010 :

RESPECTONS L'ENGAGEMENT DE 2007

« La crise mondiale ne saurait expliquer à elle seule l'échec électoral de la majorité présidentielle. Par son vote et son abstention, le peuple a signifié par trois fois (élections municipales, européennes et régionales) son intention de voir ses attentes prises en compte pour son avenir et celui de ses enfants.

Il faut donc commencer par mettre fin à un certain "parisienisme politique bien-pensant" qui souhaite imposer sa vision à la nation. Les Français nous l'ont souvent rappelé, et à juste titre, au cours de cette campagne électorale.

Notre peuple a une identité et il exige qu'elle soit respectée. Nous sommes culturellement des Gaulois et nous en sommes fiers. Cela ne signifie pas vouloir se croquer sur soi ou avoir une vision ethnique étriquée du peuple français. Au contraire, cela marque l'affirmation d'une chance d'exister dans une mondialisation qui tend à niveler les peuples et les nations.

Exprimer la fierté d'être français, c'est exprimer la fierté de notre identité culturelle. Le peuple français souhaite que son identité soit respectée en

rappelant, notamment à tous ceux qui résident sur notre territoire national, la nécessité absolue de respecter notre histoire et nos traditions populaires. Nous ne voulons pas du communautarisme et encore moins transiger sur la liberté, la laïcité et l'égalité des sexes.

L'identité du peuple français, c'est aussi sa cohésion et un équilibre social. Ouvrier, agriculteur, artisan, commerçant, salarié, nous sommes tous des Français. Grâce au général De Gaulle, la France a pu faire renaître une industrie forte et une agriculture performante. Il est hors de question de laisser tomber l'une ou l'autre, ni les objectifs fixés par le Conseil national de la Résistance. Cela doit être une priorité absolue pour la majorité présidentielle.

Après le verbe doit venir l'action. Agir pour l'emploi, agir pour régler la question de la sécurité, agir pour arrêter l'immigration de peuplement, telle doit être notre ligne politique.

Agir pour l'emploi et par conséquent le pouvoir d'achat, c'est mettre fin à ces 35 heures qui ont cassé non seulement notre économie mais également le moral de nos concitoyens. Pour ce faire, un accord gagnant-gagnant devra être trouvé avec l'ensemble des partenaires sociaux. Faute d'accord, il faudra prendre nos responsabilités. Il faut aussi arrêter de faire peser des contraintes supplémentaires sur les ménages français et sur la compétitivité des seules entreprises françaises, avec la taxe carbone. En effet, celle-ci doit concerner avant tout les produits qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour être vendus dans les hypermarchés. Elle doit être instituée aux frontières de l'Union européenne. Les produits importés devront également participer au financement de notre protection sociale. Il faut aussi retrouver un patriotisme économique qui fait cruellement défaut et surtout payer correctement les salariés. La mondialisation n'est pas tout.

Agir pour la sécurité, c'est prendre les mesures nécessaires pour punir, afin de mettre hors d'état de nuire, ceux qui s'imaginent pouvoir frapper impunément les plus faibles d'entre nous. Les peines de prison doivent ainsi être appliquées. Les délinquants étrangers arrêtés et condamnés devront être expulsés du territoire national une fois leur peine purgée. Cela évitera un certain nombre de récidives.

Agir pour stopper l'immigration de peuplement, c'est préserver la paix civile et notre système de protection sociale, faute de quoi les digues finiront par céder devant les extrémismes de tous bords. Il n'y a pas d'autre choix si nous voulons réussir à assimiler tous les Français récemment naturalisés car, nous le savons tous, en ce domaine, l'échec est patent.

Les trois derniers scrutins doivent être pris en compte. C'est la raison pour laquelle il est temps de retrouver et de mettre en oeuvre l'ensemble des engagements présidentiels de 2007. Nous sommes convaincus que seuls les fondamentaux d'une droite populaire et républicaine, à l'écoute de tous les Français, peuvent redonner à la France son courage et son dynamisme. »

Les députés UMP cosignataires : Yves Albarello (Seine-et-Marne), Claude Bodin (Val-d'Oise), Jean-Pierre Decool (Nord), Nicolas Dhuicq (Aube), Sauveur Gandolfi-Scheit (Haute-Corse), Jean-Paul Garraud (Gironde), Christophe Guilloteau (Rhône), Marc Le Fur (Côtes-d'Armor), Jacques Myard (Yvelines), Yanick Paternotte (Val-d'Oise), Jacques Remiller (Isère), Patrice Verchère (Rhône), Michel Voisin (Ain) et Philippe Meunier (Rhône).

Le **Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.)** s'associe pleinement à l'initiative des 14 députés UMP dont le texte est publié dans Valeurs Actuelles du 25 mars 2010.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du M.I.L. et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur, jeune (-25a) : 15 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE